

LA LETTRE DU C.E.P.I.I.

CENTRE D'ETUDES PROSPECTIVES ET D'INFORMATIONS INTERNATIONALES

N° 20

ISSN 0243-1947

Décembre 1981

Mieux connaître l'investissement français à l'étranger

L'investissement à l'étranger est depuis longtemps perçu en France de façon ambiguë. Alors que, dans d'autres pays, il est le plus souvent considéré comme un des vecteurs les plus significatifs de la puissance de la nation et du développement de ses entreprises, en France, au contraire, on a eu plutôt tendance à mettre l'accent sur les aspects négatifs de cet investissement et à y voir une menace pour les exportations nationales et pour l'emploi, ou même un moyen de transférer des capitaux à l'étranger.

Pourtant, la méfiance qui entoure les investissements français à l'étranger s'accompagne d'une certaine ignorance de leur ampleur réelle et de leur orientation aussi bien géographique que sectorielle, ignorance entretenue par les lacunes des statistiques françaises en ce domaine (1). Une meilleure connaissance de ce phénomène paraît donc nécessaire si l'on veut apprécier comment la France se situe dans le mouvement de redéploiement international des grandes nations industrielles.

1 Un effort discontinu

Les sorties de capitaux marquent ces dernières années une progression sensible mais très irrégulière. Exprimées en dollars de 1975, pour éliminer l'incidence de l'appréciation ou de la dépréciation du franc vis-à-vis des autres monnaies et celle de l'inflation, ces sorties en effet évoluent selon le graphique ci-après de 1967 à 1980 (profits réinvestis exclus).

On observe une progression très heurtée, et les montants de 1977 à 1979 s'avèrent sensiblement inférieurs, en valeur réelle, à ceux de 1976. Seule la reprise de 1980, qui s'est poursuivie en 1981 selon des données encore provisoires, a permis de dépasser le montant atteint quatre ans auparavant. La France a ainsi investi à l'étranger sensiblement moins que d'autres pays industriels, Etats-Unis et Royaume-Uni bien sûr mais aussi Pays-Bas ou Suisse (2) qui ont pourtant une économie de moindres dimensions que celle de la France, mais ouverte sur le monde depuis plus longtemps que cette dernière. En cumulant de 1975 à 1980 les flux en dollars constants (tableau 1), on peut remarquer que la position de la France comme investisseur international est en retrait par rapport à sa position exportatrice (3).

TABLEAU 1
Investissement direct
et exportation

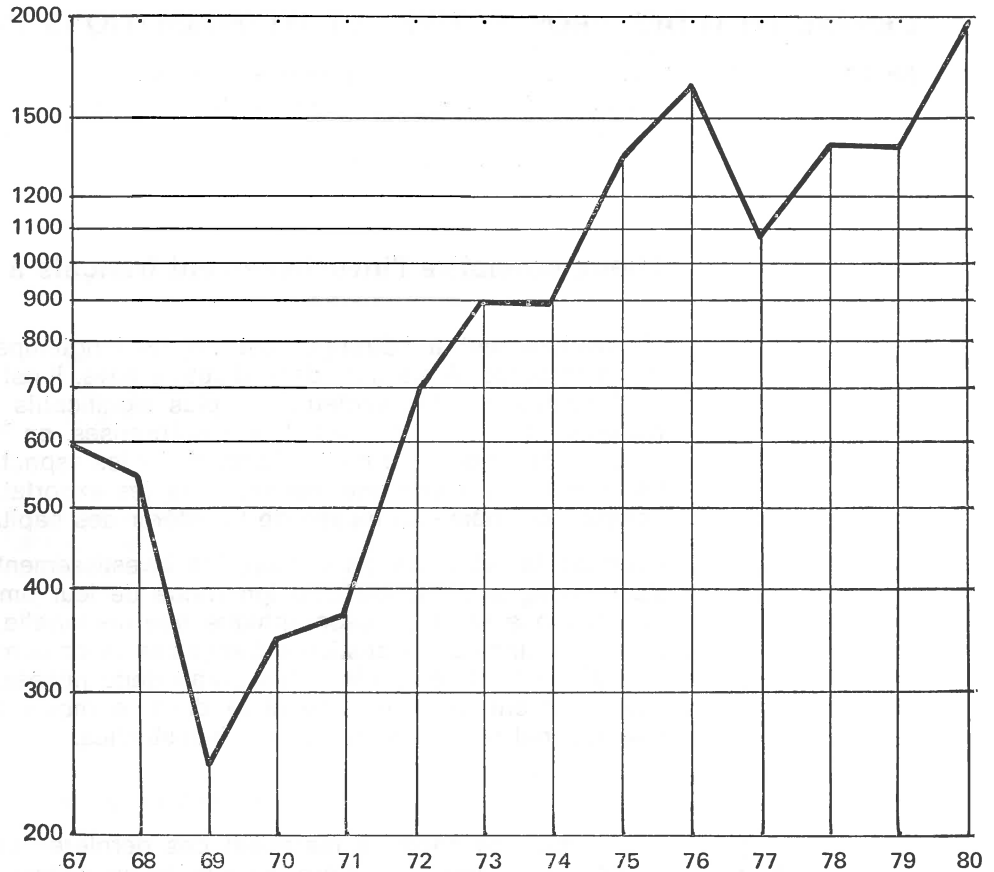
(Cumul 1975 à 1980)	Sorties de capitaux		Exportations Parts %	Intensité relative
	Millions \$ 75	Parts %		
	1	2	3	(2) : (3)
Etats-Unis	23 240	27,7	25,9	1,07
Royaume-Uni	17 900	21,4	12,2	1,75
Allemagne fédérale	12 800	15,3	23,8	0,64
Japon	10 530	12,6	15,6	0,81
Pays-Bas	10 500	12,5	8,9	1,40
France	8 800	10,5	13,6	0,77
Total des pays ci-dessus ..	83 770	100,0	100,0	—

Sources : Calculs CEPII à partir des statistiques de balances des paiements du FMI, rectifiées et harmonisées (4), et des données du GATT.

(1) Seules les sorties de capitaux des maisons mères vers les filiales sont recensées grâce à la balance des paiements, selon une ventilation sectorielle qui ne distingue que quatre branches pour les industries manufacturières. Quant aux profits réinvestis sur place, ils sont très mal appréhendés pour le moment dans la balance des paiements de la France.

(2) La Suisse ne publie pas de statistiques officielles sur ses sorties aux fins d'investissement direct. Les estimations font état de montants très élevés.

GRAPHIQUE
Sorties de capitaux
pour l'investissement
direct
(en millions de dollars
de 1975 *)



Source : Calcul CEPII à partir de données de la Balance des paiements (flux nets c'est-à-dire investissements bruts moins désinvestissements).

* Pouvoir d'achat constant du dollar dans l'ensemble de la zone OCDE.

2 Une orientation désormais plus industrielle

Tournés essentiellement, avant 1960, vers les secteurs d'activités primaires (plantations, mines, recherche pétrolière) localisées le plus souvent dans les pays en voie de développement, notamment les anciennes colonies d'Afrique et d'Indochine, les investissements français ont tendu depuis quelques années à s'orienter davantage vers les secteurs manufacturiers, qui représentent désormais près de la moitié des sorties annuelles de capitaux. Néanmoins, les investissements de ce secteur tiennent moins de place dans le cumul des actifs extérieurs français que dans ceux des autres grands pays (tableau 2).

TABLEAU 2
Part du secteur
manufacturier
dans les capitaux
propres investis
à l'étranger *
(en % du total)

Etats-Unis (a)	Royaume-Uni (c)	Allemagne fédérale (b)	Japon (a)	France (a)
42,4	45,0	53,3	35,7	33,3

Sources : Etats-Unis : Survey of Current Business ; Royaume-Uni : Business Monitor et Central Statistical Office ; Allemagne fédérale : Deutsche Bundesbank ; Japon et France : estimations CEPII.

* Stock cumulé, y compris les profits réinvestis.

(a) Fin 1980.

(b) Fin 1979.

(c) Fin 1978.

(3) Les capitaux japonais investis à l'étranger peuvent paraître relativement faibles, compte tenu de l'ampleur des projets dans lesquels les entreprises japonaises sont souvent impliquées. Mais il faut se souvenir que l'effort d'investissement extérieur est assez récent et que les entreprises japonaises interviennent souvent en « joint venture » soit avec des capitaux locaux, soit avec des entreprises d'autres pays industriels.

(4) Cf. D. de Laubier : « Etablissement d'un réseau harmonisé des flux d'investissements directs », étude à paraître courant 1982.

Parmi les industries, la division en quatre postes du secteur manufacturier ne permet guère une analyse pertinente, en raison notamment de l'importance de la rubrique « métaux » qui absorbe à elle seule, ces dernières années, 60 % des sorties de capitaux et qui bénéficie, de ce fait, de la majeure partie de l'expansion de l'ensemble. On observe une stagnation de la chimie, cependant que l'industrie textile n'effectue que des sorties de capitaux insignifiantes, seules les industries alimentaires progressant également mais pour des montants très inférieurs à ceux des métaux.

Sur le plan géographique, les sorties de capitaux dirigées vers les pays en développement représentaient encore 40 % de l'ensemble à la fin des années soixante, alors que dans les dernières années soixante-dix (1977 à 1980 compris), elles n'en représentent plus que 22 %. La part de l'Europe se maintient depuis une quinzaine d'années remarquablement constante, à environ 45 % de l'ensemble dont un peu moins de 30 % pour la CEE (5).

A l'intérieur de la Communauté économique européenne, les investissements des industriels français manifestent le désir soit de diversifier géographiquement leurs activités, ce qui permet de profiter des différences de phase du cycle économique, soit de mieux suivre le marché local, soit encore de constituer des réseaux de vente sur place. En Espagne et dans les autres pays méditerranéens, les industriels se sont trouvés devant des marchés souvent très fermés, où il était en même temps possible de profiter des différences dans les coûts salariaux. La Suisse, quant à elle, reçoit d'importants investissements financiers (holdings).

3
Une implantation
insuffisante
aux Etats-Unis...

Si la part des pays industriels dans l'ensemble des sorties de capitaux s'est nettement accrue, ce déplacement a concerné essentiellement les Etats-Unis qui reçoivent désormais le quart des sorties de capitaux (moyenne 1978 à 1980) contre le dixième à la fin des années soixante. La France suit ainsi une tendance générale des pays industriels à investir de plus en plus entre eux (6). On remarque cependant que si ces dernières années ont vu une accélération notable des investissements français aux Etats-Unis — les sorties de capitaux dirigées vers ce pays passant de 1 600 millions de francs en 1978 à 3 200 en 1980 et sans doute bien davantage en 1981 (7) — la France reste loin derrière les autres pays ayant investi aux Etats-Unis, selon les statistiques américaines (tableau 3).

TABLEAU 3
Stock de capitaux
propres investis
aux Etats-Unis
fin 1980 *

(en milliards de dollars courants)	Total général	dont	
		Filiales manufacturières	Filiales commerciales
Ensemble tous pays	65,5	24,1	13,8
Jont Pays-Bas	16,2	3,9	1,1
Royaume-Uni	11,3	4,3	3,6
Canada	9,8	5,1	1,1
Allemagne fédérale	5,3	2,1	1,8
Japon	4,2	0,8	2,3
Suisse	3,7	2,3	0,6
France	2,7	1,4	0,6

Source : Survey of Current Business.
* Y compris les profits réinvestis.

(5) Des modifications importantes intervenues à plusieurs reprises dans la méthodologie de la Balance des paiements, notamment en 1978, ne permettent guère de disposer d'une série homogène décomposant les investissements en Europe depuis 15 ou 20 ans.

(6) Cf. D. de Laubier et A. Richemond : « Interpénétration des capitaux et concurrence industrielle mondiale », *Economie appliquée*, tome XXXIV, 1981.

(7) En raison de l'achat par Elf-Aquitaine de Texas-Gulf.

L'accès au marché américain étant de plus en plus conditionné par une présence industrielle et commerciale sur place, en raison des pressions protectionnistes croissantes qui s'exercent sur l'administration américaine du fait de la crise et du chômage, on mesure les efforts que devront encore réaliser les firmes françaises si elles veulent réduire leur retard sur leurs concurrentes européennes et japonaises.

4 ... et dans les pays du Sud-Est asiatique

Les investissements français continuent à négliger les nouveaux pays industriels et les pays à vaste marché du Sud-Est asiatique, contrairement aux entreprises des autres pays industriels.

Si la part affectée aux pays en développement dans les investissements français tend à diminuer, la prédominance des pays de la zone Franc demeure. En dehors de cette zone, les entreprises françaises ne créent de filiales manufacturières qu'en Amérique latine, Brésil notamment ainsi que Mexique depuis peu, et au Nigeria. Mais elles n'investissent pratiquement pas dans le Sud-Est asiatique où se trouvent pourtant, soit des pays de taille relativement réduite (Corée, Taïwan, Hong-Kong, Singapour) mais qui développent rapidement leurs structures industrielles et disposent d'une main-d'œuvre habile, soit de grands pays tels l'Inde, le Pakistan, la Birmanie, les Philippines ou l'Indonésie, dont la population nombreuse et en croissance rapide stimule les besoins.

Le développement économique de ces pays est certes très inégal, mais leurs difficultés les condamnent le plus souvent à un protectionnisme sévère qui contraint les entreprises qui veulent prendre pied sur leurs marchés à investir sur place, ce que les entreprises japonaises, américaines et allemandes ont entrepris depuis longtemps déjà. Même au Brésil, qui a attiré à lui seul une grande partie des capitaux français investis dans le Tiers Monde en dehors de la zone Franc, les positions françaises sont faibles comparées à celles des autres pays industriels.

La persistance de la crise conduit à une montée des tendances protectionnistes à travers le monde, qui devrait inciter les entreprises françaises à s'intéresser davantage aux pays du Tiers Monde dont les marchés sont importants mais plus ou moins fermés, et dans lesquels l'investissement est le moyen le plus sûr de conserver ou de développer des parts de marchés obtenue par l'exportation mais sans cesse menacées, au-delà d'un certain seuil, par des mesures protectionnistes. De la rapidité avec laquelle l'industrie française saura amorcer ce nouveau virage, non pour procéder à des délocalisations inspirées par le seul souci de réduire les coûts salariaux, mais pour répondre au défi que lui lancent ses principaux concurrents pour les prochaines années, dépendra le maintien ou l'élimination de la présence des industries françaises sur des marchés parmi les plus importants de la fin de ce siècle.

Rédaction :

Centre
d'études prospectives
et d'informations
internationales,
9, rue Georges-Pitard,
75015 Paris.
Tél. : 842.68.00.

Rédacteur en chef :
Gérard Lafay.

Edition :

La Documentation française,
Abonnement d'un an
(8 numéros) : 120 F.

Commande adressée à
La Documentation française,
124, rue Henri-Barbusse,
93308 Aubervilliers Cedex.

Règlement à réception
de la facture.

Directeur
de la publication :
F. Gallouédec-Genuys.

CPPP n° 1462 AD.
Dépôt légal n° 1 321,
2^e trimestre 1982.

GRAPHIC-EXPANSION, Nancy.

Imprimé en France.